



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION













ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Dispositifs médicaux non stériles tensiométrie,
radiothérapie, thanatopraxie, podologie au profit du
groupement régional de commandes GCS Nouvelle
Aquitaine**

Date et heure limites de réception des offres :
lundi 02 mars 2026 à 12:00

Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux
12 Rue Dubernat
33404 Talence CEDEX
Tél : 05 56 79 56 79

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Dispositifs médicaux non stériles tensiométrie, radiothérapie, thanatopraxie, podologie au profit du groupement régional de commandes GCS Nouvelle Aquitaine
	Mode de passation	Appel d'offres ouvert
	Type de contrat	Accord-cadre
	Nombre de lots	11
	Délai de validité des offres	9 mois
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Variantes	Sans
	PSE	Sans
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Défini par lot
	Visite sur site	Sans

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	4
1.1 - Objet.....	4
1.2 - Mode de passation	5
1.3 - Type et forme de contrat	5
1.4 - Décomposition de la consultation	5
1.5 - Nomenclature.....	6
2 - Conditions de la consultation	6
2.1 - Délai de validité des offres.....	6
2.2 - Forme juridique du groupement.....	6
2.3 - Variantes	6
3 - Conditions relatives au contrat	7
3.1 - Durée du contrat	7
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	7
3.3 - Confidentialité	7
4 - Contenu du dossier de consultation	7
5 - Présentation des candidatures et des offres	8
5.1 - Documents à produire.....	8
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	10
6.1 - Transmission électronique	10
6.2 - Transmission sous support papier	11
7 - Examen des candidatures et des offres	11
7.1 - Sélection des candidatures	11
7.2 - Attribution des accords-cadres	11
7.3 - Suite à donner à la consultation	12
8 - Renseignements complémentaires.....	12
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	12
8.2 - Procédures de recours	12

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

Dispositifs médicaux non stériles tensiométrie, radiothérapie, thanatopraxie, podologie au profit du groupement régional de commandes GCS Nouvelle Aquitaine

Lieu(x) d'exécution :

Les établissements supports et parties sont listés en annexe 1 du CCAP

1.1.1. Type de pouvoir adjudicateur

En vertu de sa convention constitutive, l'assemblée générale du GCS NA peut donner mandat à l'un de ses membres pour coordonner des groupements de commande.

Le présent accord-cadre est coordonné par le Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux.

Le CHU de Bordeaux - ci-après « l'établissement coordonnateur » - est pouvoir adjudicateur de la présente procédure et coordonne le groupement de commande constitué des membres listés en annexe 1 du CCAP. La centrale d'achat est membre de ce groupement de commande.

Les établissements bénéficiaires du présent marché sont pouvoir adjudicateur dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre au sens où ils émettent leurs bons de commande directement auprès des titulaires du marché, et sont responsables de l'exécution des prestations objet du marché à l'égard des titulaires retenus.

1.1.2 Membres de la Centrale d'Achat

La centrale d'achat GCS NA est membre du groupement de commandes. A ce titre, les adhérents de la centrale d'achat, s'ils ne sont pas déjà identifiés comme membre du groupement de commandes dans l'annexe 1 du CCAP, sont bénéficiaires potentiels du marché, sous réserve qu'ils en expriment la volonté et qu'une convention de mise à disposition soit signée entre la centrale d'achat et ses adhérents.

Les modalités de formalisation de la convention de mise à disposition des lots sont prévues au CCAP.

Chaque lot est susceptible d'être mis à disposition des adhérents de la centrale d'achat dans la limite du volume maximum indiqué pour chaque lot.

La liste de ces adhérents est susceptible d'évoluer en cours d'exécution de l'accord-cadre. Les nouveaux adhérents pourront bénéficier du marché dans les limites suivantes :

- Le volume maximum de chaque lot devra être respecté ;
- Les nouveaux adhérents seront des établissements de santé publics, privés, médico-sociaux ou concourant à l'activité du GCS NA, conformément à la convention constitutive du GCS NA.

L'ouverture aux membres de la centrale d'achat sera évoquée par le GCS NA avec le titulaire du marché, et selon les reporting de commandes portées à la connaissance du GCS et de l'établissement coordonnateur par le titulaire du marché.

Les prix du marché ne pourront pas être modifiés par le titulaire dès lors que les conditions d'exécution des prestations ne sont pas modifiées par l'ouverture du bénéfice de l'accord-cadre aux établissements listés en annexe 1.

Pour chaque lot, les quantités maximums de la Centrale d'Achat du CGS NA représente 10 % du total des quantités maximums de l'ensemble des établissements du groupement de commande pour la durée totale du marché.

Cette consultation s'effectue dans le cadre d'un groupement de commandes conformément aux articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du Code de la commande publique avec les Etablissements suivants :

CHU Bordeaux établissement support du GHT Alliance de Gironde auquel sont rattachés les établissements parties suivants : CH Charles Perrens, Pole de santé Arcachon, CH Bazas, CH Blaye, CH Cadillac, CH LaRéole/Langon, CH Libourne, CH Sainte Foix La Grande, CSMR de Podensac,

CH Pau établissement support du GHT Bearn Soule auquel sont rattachés les établissements parties suivants : HL Mauléon, CH Oloron Sainte Marie, CH Orthez, CLS Pontacq-Nay, CH des Pyrénées

CH Périgueux établissement support du GHT Dordogne auquel sont rattachés les établissements parties suivants : CH Bergerac, EHPAD Bergerac, CH de Domme, CH Excideuil en Périgord, CH Lanmarye, CH Montpon-Menestrol, CH Nontron, HL EHPAD Saint Astier, CH Sarlat

CH Mont de Marsan établissement support du GHT Landes auquel sont rattachés les établissements parties suivants : CH Saint Sever, CH Dax, Pôle Gériatrique Morcenx

CH Agen/Nérac établissement support du GHT Moyenne Garonne auquel sont rattachés les établissements parties suivants : CHD La Candélie, HL Casteljaloux, CH Fumel, CH Marmande/Tonneins, CH Villeneuve sur Lot, HL EHPAD Penne d'Agenais

CH Bayonne établissement support du GHT Navarre Côte Basque auquel sont rattachés les établissements parties suivants : CH Saint PALAIS, EPS de GARAZI

CHU de Limoges établissement support du GHT Limousin auquel sont rattachés les établissements parties suivants : C. H. Aubusson, CH Brive, CH Tulle, CH Bort les Orgues, CH Uzerche, CH Esquirol, CH de Haute Corrèze, CH Guéret, CH Saint Junien, CH Bernard Desplas - Bourgneuf, CH Eugène Jamot-la Souterraine, CH Jacques Boutard-Saint Yrieix, CH La Valette-Saint Vaur, CH les Genêts d'Or - Evaux les Bains, CH Monts et Barrages - Saint Leonard de Noblat, CHG Cornil Jean Marie Dautier, H.I.H.L. BELLAC, LE DORAT, MAGNAC.

Le coordonnateur du groupement de commandes est : Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux M LE DIRECTEUR (Etablissement support du GHT Alliance Gironde). Il aura en charge la passation, la signature et la notification de l'accord-cadre. Chaque membre devra suivre l'exécution de l'accord-cadre.

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

L'accord-cadre est conclu avec un maximum en quantité pour l'ensemble des lots, à l'exception des lots 1, 2, 9, 10 et 11 qui comportent un minimum et un maximum en quantité, mentionnés à l'annexe 2 du CCAP.

Il est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Chaque accord-cadre sera attribué à un seul opérateur économique, à l'exception des lots 1, 2, 9, 10, et 11 qui sont multi attributaires.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 11 lot(s) décrits à l'acte d'engagement.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

Les accords-cadres sont mono-attributaires à l'exception des lots 1, 2, 9, 10 et 11 qui sont multi attributaires.

Spécificité des lots multi attributaires :

Les lots 1 et 2 sont multi-attributaires avec un nombre maximum de 2 opérateurs économiques sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres.

Pour chacun des opérateurs économiques les quantités minima contractuelles sont définies ci-dessous :

Lot 1 :

Opérateur économique attributaire n° 1 : 50 % des quantités minima.

Opérateur économique attributaire n° 2 : 50 % des quantités minima.

Lot 2 :

Opérateur économique attributaire n° 1 : 50 % des quantités minima.

Opérateur économique attributaire n° 2 : 50 % des quantités minima.

Les lots 9, 10 et 11 sont multi-attributaires avec un nombre maximum de 3 opérateurs économiques sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres.

Pour chacun des opérateurs économiques les quantités minima contractuelles sont définies ci-dessous :

Lot 9 :

Opérateur économique attributaire n° 1 : 40 % des quantités minima.

Opérateur économique attributaire n° 2 : 30 % des quantités minima.

Opérateur économique attributaire n° 3 : 30 % des quantités minima.

Lot 10 :

Opérateur économique attributaire n° 1 : 40 % des quantités minima.

Opérateur économique attributaire n° 2 : 30 % des quantités minima.

Opérateur économique attributaire n° 3 : 30 % des quantités minima.

Lot 11 :

Opérateur économique attributaire n° 1 : 40 % des quantités minima.

Opérateur économique attributaire n° 2 : 30 % des quantités minima.

Opérateur économique attributaire n° 3 : 30 % des quantités minima.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est pour tous les lots :

Code principal	Description
33600000-6	Produits pharmaceutiques
Codes complémentaires	Description
33100000-1	Équipements médicaux
33141000-0	Consommables médicaux autres que chimiques à usage unique et consommables hématologiques

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 9 mois à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre.

2.3 - Variantes

Variante (solution alternative)

Aucune variante n'est autorisée.

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat

La durée du contrat est fixée au CCAP.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : sur fonds propres de chaque établissement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

3.3 - Confidentialité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité requise pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de cette obligation de confidentialité.

4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :
 - Annexe 1 Désignation des co-traitants et répartition des prestations,
 - Annexe 2 Remise catalogue,
 - Annexe 3 Remise pour paiement rapide_escompte libre
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :
 - Annexe 1 liste des établissements membres au groupement de commandes,
 - Annexe 2 allotissement avec quantités,
 - Annexe 3 Charte de la visite promotionnelle du CHU
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le règlement de la consultation (RC) et son annexe notice d'utilisation du catalogue CERBÈRE
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) / Le détail quantitatif estimatif (DQE)
- Fiche de renseignements fournisseur
- Fiche Prestations fournisseurs et Développement durable
- Fiche reporting fournisseur
- DC1
- DC2

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Lettre de candidature (ou papier libre) pour les groupements d'opérateurs économiques	Non
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Non
Numéro unique d'identification (Numéro SIREN). Pour les entreprises étrangères : un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence des cas d'exclusion	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et son Annexe 1 Désignation des co-traitants et répartition des prestations, Annexe 2 remise catalogue, Annexe 3 remise pour paiement rapide_escompte libre	Non
Le bordereau des prix unitaires (BPU) / Le détail quantitatif estimatif (DQE)	Oui (BPU uniquement)
Les fiches techniques et/ou la notice d'utilisation et /ou les bonnes pratiques de sociétés savantes et/ou Études cliniques de Haut niveau de preuves	Non

La documentation technique	Non
Fiche Prestations fournisseur et Développement durable	Non
Le catalogue et le tarif public du fournisseur ou équivalent	Non
Fiche de renseignements fournisseur	Non
Le relevé d'identité bancaire	Non

Note à l'attention des soumissionnaires :

Afin d'optimiser l'enregistrement des offres, le BPU/DQE devra se doubler du fichier CRY (Obtenu à partir du fichier « CMP » selon les directives de l'annexe au RC). Il sera demandé le cas échéant.

Fiche technique et/ou Notice d'utilisation

Le soumissionnaire devra fournir dans le dossier d'offre une fiche technique et /ou une notice d'utilisation comportant une ou deux photos du dispositif. Ces documents sont une condition de recevabilité des offres. L'analyse de ces documents sera prise en compte dans le critère valeur technique (Performances technique et fonctionnelle à l'usage médical).

La fiche technique et/ou la notice d'utilisation seront conservées par le pouvoir adjudicateur de l'établissement coordonnateur et serviront de référence pour la durée du marché public.

Documentation technique

Information relative aux dispositifs médicaux

Le soumissionnaire devra apporter la preuve d'une organisation formalisée par un système qualité garantissant la qualité des marchandises jusqu'à leur utilisation.

Afin de permettre le suivi de l'assurance qualité, l'opérateur économique communiquera les informations suivantes :

- références aux normes françaises, européennes et autres,
- attestation des « bonnes pratiques de fabrication », et de laboratoire,
- nom du responsable matériovigilance.
- la durée de garantie des dispositifs médicaux
- la durée de vie minimale des dispositifs médicaux.

Les soumissionnaires préciseront le calendrier des formations prévu pour la bonne utilisation des dispositifs médicaux.

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :
CHU BORDEAUX Direction de la Politique d'Achats, de la Logistique et de la Stratégie Patrimoniale
Hôpital Haut Lévy - Plateforme de distribution hospitalière (PDH)
Filière Produits de Santé - Unité des dispositifs médicaux
Avenue de Magellan
33604 PESSAC CEDEX

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La taille maximum recommandée pour un pli électronique est de 500 Mo.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Le candidat est invité à créer son "Espace entreprise" sur la plateforme PLACE-Entreprise <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>. Sur cette plateforme, le candidat pourra retrouver l'ensemble de ses retraits de dossier de consultation. L'inscription est un préalable obligatoire pour correspondre avec l'acheteur lors de chaque consultation (Questions/Réponses, Dépôt de candidatures et offres. . .). Elle permet également de bénéficier d'un service d'alertes sur les consultations (précisions, modifications, report de délais...).

Par conséquent, il est recommandé d'indiquer une adresse mail durable pendant toute la durée de la procédure, en priorité l'adresse de l'interlocuteur principal du candidat, ainsi que la ou les adresses de remplacement en cas d'absence de ce dernier. Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme lors du déroulement de la consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse, ou en cas de suppression de ladite adresse.

Un service de dépôt "Attestation" permet au candidat de déposer en ligne son RIB, son KBIS, ses attestations d'assurance, sa liste nominative des travailleurs étrangers, son attestation de régularité fiscale et son attestation semestrielle sociale dans un coffre-fort sécurisé. L'ensemble des acheteurs utilisateurs de la plateforme auront accès à ces informations.

L'ensemble de ces services est fourni gratuitement au candidat.



Pensez à anticiper votre dépôt 48 heures avant l'heure limite

6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

7.2 - Attribution des accords-cadres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour tous les lots

Critères	Pondération
1-Prix des prestations apprécié au vu du DQE	40.0
2-Valeur technique	50.0
2.1-Performances techniques et fonctionnelles à l'usage médical appréciées au vu des fiches techniques et/ou la notice d'utilisation du fabricant et/ou les bonnes pratiques de sociétés savantes et/ou Etudes cliniques de Haut niveau de preuves	45.0
2.2-Prestations fournisseurs appréciées au vu des questions 1, 2 et 4 de la Fiche "Prestations fournisseur et Développement Durable"	5.0
3-Développement Durable apprécié au vu de la question 5 de la Fiche "Prestations fournisseur et Développement durable »	10.0

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

La pondération de chaque sous-critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif ou dans le détail estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

7.3 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Les attributaires seront invités à signer l'Acte d'Engagement durant ce même délai.

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif
9 rue Tastet
33063 Bordeaux
Tel : 05.56.99.38.00
Télécopie : 05.56.24.39.03
Courriel : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal administratif
9 rue Tastet
33063 Bordeaux
Tel : 05.56.99.38.00
Télécopie : 05.56.24.39.03
Courriel : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

CCIRA de BORDEAUX
DREETS Nouvelle-Aquitaine - Pôle C
Cité Administrative
2 Rue Jules Ferry
33090 BORDEAUX CEDEX
Point de contact : Mme Stéphanie MARCON
Secrétariat du CCIRA de Bordeaux
Tél : 05.54.68.99.56 / 07.61.17.74.12
Courriel : dreets-na.polec@dreets.gouv.fr